



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Séminaire Financer l'égalité : Planification et Budgétisation des Politiques de l'Égalité, un levier de l'effectivité de l'Égalité

Rabat, le 26 novembre 2024 – Le séminaire intitulé "Financer l'égalité : Planification et Budgétisation des Politiques de l'Égalité, un levier de l'Effectivité de l'Égalité", co-organisé par le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), le Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille (MSISF) et l'ONU Femmes, en partenariat avec l'Union Européenne (UE) et l'Agence Française de Développement (AFD), s'est tenu à Rabat aujourd'hui, 26 novembre 2024. Cet événement a réuni des acteurs clés de la gouvernance publique, des ministères, des institutions publiques, ainsi que des représentants de la société civile, dans le but de discuter des avancées et des défis liés à la planification et la budgétisation des politiques publiques au Maroc visant l'effectivité de l'égalité homme-femme.

Le séminaire visait à mener une réflexion collective sur la planification et la budgétisation des politiques d'égalité entre les femmes et les hommes, tout en valorisant les acquis réalisés en matière de financement sensible au genre. L'événement cherchait également à faciliter un dialogue entre les parties prenantes afin de renforcer la cohérence entre l'institutionnalisation de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) et la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan Gouvernemental pour l'Égalité (PGE 2023-2026). Il s'agissait en outre, de contribuer à la capitalisation des pratiques budgétaires sensibles au genre, essentielles pour l'atteinte des objectifs de la politique nationale de l'égalité des sexes.

Dans son mot d'ouverture, **Madame Myriem Noussairi**, Représentante de l'ONU Femmes au Maroc, a rappelé que la planification et la budgétisation sensibles au genre, en tant que levier effectif de l'égalité, est d'une importance capitale. « Nous savons qu'aucune politique publique, si ambitieuse soit-elle, ne peut réussir sans des ressources adéquates et une gouvernance efficace ».

Par la suite, **Monsieur Ahmed Berrada**, Adjoint au Directeur du Budget et Directeur National du Centre d'Excellence pour la Budgétisation Sensible au Genre (CE-BSG) au Ministère de l'Économie et des Finances a rappelé les avancées importantes réalisées par le Royaume du Maroc en matière de prise en compte du genre dans la planification et la budgétisation des finances publiques et rappelé la visée du séminaire : « mener une réflexion collective sur le cycle de planification et de budgétisation des politiques d'égalité femmes-hommes en tirant partie des acquis obtenus et en réfléchissant ensemble à des pistes concrètes pour renforcer encore davantage cette dynamique au service de la mise en œuvre de la politique nationale d'égalité, le Plan Gouvernemental pour l'Égalité 2023 – 2026 ».

Madame Salma Tazi, Directrice de la Femme au Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, a quant à elle, rappelé le processus participatif et multi-acteurs de l'élaboration du PGE 2023-2026, ainsi que le caractère pionnier de son processus de budgétisation en tant que politique transversale et intersectorielle de l'égalité. Ce Plan Gouvernemental témoigne en effet, de l'engagement ferme du gouvernement, des institutions judiciaires, des collectivités territoriales, du secteur privé et de la société civile à mener ce chantier stratégique et à le réussir ensemble. Elle a également insisté sur la nécessité que les politiques de l'égalité doivent engendrer des changements tangibles dans le vécu des femmes et améliorer leur situation, et renforcer leur autonomisation. Mme Tazi, a interpellé les parties prenantes à renforcer la convergence des différents programmes et stratégies sectoriels au service de la femme, à maintenir l'élan de mobilisation des ressources budgétaires nécessaires à la mise en œuvre du PGE 2023-2026 et à soutenir une coordination performante facilitant, le pilotage, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de cette politique de l'égalité. Elle a, de surcroît insisté, sur le défi de la territorialisation des trois programmes du PGE 2023-2026, en partenariat avec les collectivités territoriales, les services déconcentrés et la société civile, ainsi que la mise en place d'un système de gouvernance opérationnel et d'une communication efficiente.

Dans son allocution, **Monsieur Rocco Busco**, Chef de la Section Gouvernance à la Délégation de l'Union européenne au Maroc a souligné que le financement de l'égalité est essentiel pour créer une société juste et prospère. « Pour que l'égalité soit effective, il est essentiel de doter les politiques qui la visent des moyens nécessaires pour les mettre en œuvre. Financer l'égalité, c'est poser les bases d'une société juste et prospère. C'est ici que la budgétisation sensible au genre joue un rôle clé et est un levier réel pour l'effectivité de l'égalité. »



Madame Béryl Bouteille, Directrice Adjointe de l'Agence Française de Développement (AFD) au Maroc a souligné : « Le Royaume du Maroc fait figure de pionnier dans l'institutionnalisation de la BSG. À l'heure où le gouvernement se dote d'une ambition très forte pour augmenter le taux d'emploi féminin, à travers le Plan gouvernemental pour l'égalité 2023-2026, l'outil BSG peut devenir le moyen de tracer et d'allouer les ressources au financement de ces objectifs. »

Dans le cadre d'une présentation introductive, **Mme Hajar Ben Ameer**, Cheffe de la Division de la Réforme Budgétaire, au Ministère de l'Economie et des Finances a souligné l'importance de l'intégration du genre dans le processus budgétaire, en rappelant les étapes clés et en détaillant les outils nécessaires à la prise en compte effective des enjeux d'égalité dans les finances publiques. Elle a mis en avant les leçons tirées des efforts mis en œuvre par le Royaume du Maroc à ce sujet et indiqué les voies d'amélioration, telle que le renforcement de la coordination interministérielle en matière de financement de l'égalité. Elle a conclu rappelant qu'« Investir dans l'égalité de genre n'est pas seulement une question de justice sociale mais aussi une stratégie économique prouvée pour stimuler la productivité et la croissance durable. »

Les échanges ont été organisés autour de deux grandes thématiques. La première table ronde a porté sur l'opérationnalisation du PGE 2023-2026 à travers le processus de budgétisation. M. Shaimi, Chef de la Division de l'autonomisation de la femme au Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille, a partagé l'expérience du ministère dans l'exercice de la budgétisation du PGE 2023-2026, abordant ses différentes étapes et les défis relevés pour garantir l'efficacité des politiques d'égalité. Mme Zakia Amrani, Responsable de l'Unité Genre au Ministère de l'Education Nationale du Préscolaire et des Sports, a mis en lumière l'intégration des engagements relatifs à l'égalité dans le secteur éducatif, évoquant les bonnes pratiques et les progrès réalisés dans ce domaine. Enfin, Mme Khadija Touile, Cheffe de Division la promotion de l'emploi au Ministère de l'Inclusion Economique de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences, a présenté l'intégration des objectifs d'autonomisation économique des femmes dans la planification budgétaire, en partageant les enseignements tirés de son expérience.

La deuxième table ronde a exploré l'importance de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) comme un mécanisme essentiel pour le suivi des politiques d'égalité. Mme Hanane Larroumy, Cheffe de service du déploiement de la BSG au Ministère de l'Économie et des Finances, a souligné le rôle crucial de la BSG dans la planification budgétaire, en tant que moteur de changement pour les politiques d'égalité. Mme Aicha Khrouz, Cheffe de service des études urbaines et cohésion sociale au Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, a traité lors de son intervention, l'Analyse Genre Sectorielle, son rôle dans l'identification des inégalités entre les femmes et les hommes dans un secteur donné et la prise en compte du rétablissement de ces inégalités dans la programmation budgétaire. Mme Mounia Harmouche, Inspectrice des Finances, a abordé les enjeux de l'audit de performance et l'importance des indicateurs sensibles au genre dans l'évaluation des politiques publiques.

Le séminaire a marqué un moment déterminant dans la réflexion sur la mise en œuvre du PGE 2023-2026, et a mis la lumière sur différents aspects à même de maximiser l'impact de la Budgétisation Sensible au Genre pour résorber les inégalités entre les femmes et les hommes et partant, atteindre les objectifs stratégiques nationaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, défini dans le PGE à l'horizon 2026. Les discussions ont permis de dégager des pistes concrètes pour renforcer la gouvernance et la redevabilité des politiques publiques sensibles au genre.

Elles ont également souligné l'importance de la coordination intersectorielle et de l'engagement continu des parties prenantes pour garantir que les engagements politiques se traduisent en actions concrètes et mesurables.

Contacts :

Imane Aoun, Chargée de Communication à ONU Femmes ; E-mail : imane.aoun@unwomen.org

Réseaux sociaux :

*CE-BSG : <https://www.facebook.com/Centre.Excellence.BSG/> / <https://www.linkedin.com/company/ce-bsg-officiel/>
ONU Femmes : <https://www.facebook.com/onufemmesmaroc/> / <https://twitter.com/ONUFemmesMaroc>*